



## Steppe en feu: Révolution de couleur au Kazakhstan

Maïdan à Almaty ? Oh oui. Mais c'est compliqué.

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 15 janvier 2022

[Strategic Culture](#) 6 janvier 2022

Région : [Asie](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Alors, toute cette peur et cette haine, c'est à cause du gaz ? Pas vraiment.

Le Kazakhstan a basculé dans le chaos pratiquement du jour au lendemain, en principe, à cause du doublement des prix du gaz liquéfié, qui ont atteint l'équivalent (russe) de 20 roubles par litre (à comparer à une moyenne de 30 roubles en Russie même).

C'est ce qui a déclenché des manifestations nationales sous toutes les latitudes, du centre d'affaires d'Almaty aux ports de la mer Caspienne d'Aktaou et d'Atyraou, en passant par la capitale Noursoultan, anciennement Astana.

Le gouvernement central a été contraint de ramener le prix du gaz à l'équivalent de 8 roubles par litre. Mais cela n'a fait que déclencher l'étape suivante des manifestations, qui exigeaient une baisse des prix des denrées alimentaires, la fin de la campagne de vaccination, l'abaissement de l'âge de la retraite pour les mères de nombreux enfants et, enfin et surtout, un changement de régime, avec son propre slogan : Shal, ket ! (« À bas le vieil homme »).

Le « vieil homme » n'est autre que le leader national Noursoultan Nazarbaïev, 81 ans, qui, même s'il a quitté la présidence après 29 ans au pouvoir, en 2019, reste à toutes fins utiles l'éminence grise du Kazakhstan en tant que chef du Conseil de Sécurité et arbitre de la politique intérieure et étrangère.

La perspective d'une autre révolution de couleur vient inévitablement à l'esprit : peut-être turquoise-jaune - reflétant les couleurs du drapeau national kazakh. D'autant plus que, juste au bon moment, des observateurs attentifs ont découvert que les suspects habituels - l'ambassade américaine - avaient déjà « mis en garde » contre des manifestations de masse dès le 16 décembre 2021.

Maïdan à Almaty ? Oh oui. Mais c'est compliqué.

Almaty dans le chaos

Pour le monde extérieur, il est difficile de comprendre pourquoi une grande puissance exportatrice d'énergie comme le Kazakhstan doit augmenter le prix du gaz pour sa propre population.

La raison est - quoi d'autre - le néolibéralisme débridé et les manigances habituelles du marché libre. Depuis 2019, le gaz liquéfié est commercialisé par voie électronique au

Kazakhstan. Ainsi, le maintien de prix plafonds – une coutume vieille de plusieurs décennies – est rapidement devenu impossible, les producteurs étant constamment confrontés à la vente de leur produit en dessous de son coût alors que la consommation montait en flèche.

Tout le monde au Kazakhstan s'attendait à une hausse des prix, dans la mesure où tout le monde au Kazakhstan utilise du gaz liquéfié, notamment dans ses voitures transformées. Et tout le monde au Kazakhstan a une voiture, comme on me l'a dit, avec dépit, lors de ma dernière visite à Almaty, fin 2019, alors que j'essayais en vain de trouver un taxi pour me rendre au centre-ville.

Il est assez révélateur que les protestations aient commencé dans la ville de Janaozen, en plein dans le centre pétrolier/gazier de Mangystau. Il est également révélateur que le centre d'agitation se soit immédiatement tourné vers Almaty, accro à la voiture, le véritable centre d'affaires du pays, et non vers la capitale isolée, riche en infrastructures gouvernementales, située au milieu des steppes.

Au début, le président Kassym-Jomart Tokaïev semblait avoir été pris dans une situation de cerf face aux phares d'une voiture. Il a promis le retour du plafonnement des prix, instauré l'état d'urgence/le couvre-feu à Almaty et à Mangystau (puis dans tout le pays) tout en acceptant la démission en masse du gouvernement actuel et en nommant un vice-Premier ministre sans visage, Alihan Smaiylov, comme Premier ministre par intérim jusqu'à la formation d'un nouveau cabinet.

Mais cela n'a pas suffi à contenir l'agitation. En un clin d'œil, nous avons assisté à la prise d'assaut de l'Akimat (bureau du maire) d'Almaty, à des tirs de manifestants sur l'armée, à la démolition d'un monument de Nazarbaïev à Taldykourgan, à l'occupation de son ancienne résidence à Almaty, à la déconnexion de Kazakhtelecom d'Internet dans tout le pays, à l'arrivée de plusieurs membres de la Garde nationale – notamment dans des véhicules blindés – aux côtés des manifestants à Aktaou, et à la mise hors service de distributeurs automatiques de billets.

Et puis Almaty, plongée dans le chaos le plus total, a été pratiquement prise par les manifestants, y compris son aéroport international, qui, mercredi matin, était sous haute sécurité, et dans la soirée était devenu un territoire occupé.

L'espace aérien kazakh, quant à lui, a dû faire face à un embouteillage prolongé de jets privés en partance pour Moscou et l'Europe occidentale. Bien que le Kremlin ait noté que Noursoultan n'avait pas demandé l'aide de la Russie, une « délégation spéciale » s'est rapidement envolée de Moscou. Le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, a souligné avec prudence : « *Nous sommes convaincus que nos amis kazakhs peuvent résoudre de manière indépendante leurs problèmes internes* », ajoutant qu'« *il est important que personne n'interfère de l'extérieur* ».

Discussions sur la géostratégie

Comment tout cela a-t-il pu dérailler si vite ?

Jusqu'à présent, le jeu de succession au Kazakhstan avait surtout été perçu comme un coup de théâtre dans toute l'Eurasie du Nord. Les honchos locaux, les oligarques et les élites compradores ont tous conservé leurs fiefs et leurs sources de revenus. Et pourtant, officieusement, on m'a dit à Noursoultan, fin 2019, qu'il y aurait de sérieux problèmes à

l'avenir lorsque certains clans régionaux viendraient se recueillir – comme pour affronter « le vieux » Nazarbaïev et le système qu'il a mis en place.

Tokaïev a lancé le proverbial appel à « *ne pas succomber aux provocations internes et externes* » – ce qui est logique – mais a également assuré que le gouvernement « *ne tombera pas* ». En fait, il était déjà en train de tomber, même après une réunion d'urgence visant à résoudre l'enchevêtrement de problèmes socio-économiques et la promesse que toutes les « demandes légitimes » des manifestants seraient satisfaites.

Ce n'était pas un scénario classique de changement de régime, du moins au début. La configuration était celle d'un état de chaos fluide et amorphe, les institutions kazakhes – fragiles – du pouvoir étant tout simplement incapables de comprendre le malaise social général. Une opposition politique compétente est inexistante : il n'y a pas d'échange politique. La société civile n'a aucun moyen de s'exprimer.

Alors oui : il y a une émeute en cours. Et tout le monde est perdant. Ce qui n'est pas encore tout à fait clair, ce sont les clans en conflit qui alimentent les protestations – et quel est leur agenda au cas où ils auraient une chance de prendre le pouvoir. Après tout, aucune manifestation « spontanée » ne peut surgir simultanément dans toute cette vaste nation pratiquement du jour au lendemain.

Le Kazakhstan a été la dernière république à quitter l'URSS, qui s'est effondrée, il y a plus de trois décennies, en décembre 1991. Sous la direction de Nazarbaïev, le pays s'est immédiatement engagé dans une politique étrangère « multi-vecteurs ». Jusqu'à présent, elle se positionnait habilement comme un médiateur diplomatique de premier plan – des discussions sur le programme nucléaire iranien dès 2013 à la guerre en/contre la Syrie à partir de 2016. L'objectif : se consolider comme le pont par excellence entre l'Europe et l'Asie.

Les Nouvelles Routes de la Soie, ou BRI, pilotées par la Chine, ont été officiellement lancées par Xi Jinping à l'Université Nazarbaïev en septembre 2013. Cette initiative a rapidement coïncidé avec le concept kazakh d'intégration économique eurasiatique, élaboré à partir du projet de dépenses publiques de Nazarbaïev, Nurly Zhol (« Voie lumineuse »), conçu pour dynamiser l'économie après la crise financière de 2008-9.

En septembre 2015, à Pékin, Nazarbaïev a aligné Nurly Zhol sur la BRI, propulsant de facto le Kazakhstan au cœur du nouvel ordre d'intégration eurasiatique. Sur le plan géostratégique, la plus grande nation enclavée de la planète est devenue le territoire d'interaction privilégié des visions chinoise et russe, de la BRI et de l'Union économique eurasiatique (UEE).

Une tactique de diversion

Pour la Russie, le Kazakhstan est encore plus stratégique que pour la Chine. Il a signé le traité de l'OTSC en 2003. C'est un membre clé de l'UEE. Les deux nations entretiennent d'importants liens militaro-techniques et mènent une coopération spatiale stratégique à Baïkonour. Le russe a le statut de langue officielle et est parlé par 51% des citoyens de la république.

Au moins 3,5 millions de Russes vivent au Kazakhstan. Il est encore tôt pour spéculer sur une éventuelle « révolution » de couleur de libération nationale si l'ancien système venait à

s'effondrer. Et même si cela se produisait, Moscou ne perdra jamais toute son influence politique considérable.

Le problème immédiat est donc d'assurer la stabilité du Kazakhstan. Les protestations doivent être dispersées. Il y aura beaucoup de concessions économiques. Un chaos déstabilisant permanent ne peut tout simplement pas être toléré – et Moscou le sait par cœur. Un autre Maïdan est hors de question.

L'équation biélorusse a montré comment une main forte peut faire des miracles. Pourtant, les accords de l'OTSC ne couvrent pas l'assistance en cas de crise politique interne – et Tokaïev ne semblait pas enclin à faire une telle demande.

Jusqu'à ce qu'il le fasse. Il a demandé à l'OTSC d'intervenir pour rétablir l'ordre. Il y aura un couvre-feu imposé par l'armée. Et Noursoultan pourrait même confisquer les actifs des entreprises américaines et britanniques qui soutiennent prétendument les manifestations.

C'est ainsi que Nikol Pashinyan, président du Conseil de Sécurité collective de l'OTSC et Premier ministre arménien, a formulé la situation : Tokaïev a invoqué une « *menace pour la sécurité nationale* » et la « *souveraineté* » du Kazakhstan, « *causée, entre autres, par une ingérence extérieure* ». L'OTSC a donc « *décidé d'envoyer des forces de maintien de la paix* » pour normaliser la situation, « *pour une période de temps limitée* ».

Les suspects habituels de la déstabilisation sont bien connus. Ils n'ont peut-être pas la portée, l'influence politique et la quantité de chevaux de Troie nécessaires pour maintenir indéfiniment le Kazakhstan sur le feu.

Au moins, les chevaux de Troie eux-mêmes sont très explicites. Ils veulent la libération immédiate de tous les prisonniers politiques, un changement de régime, un gouvernement provisoire composé de citoyens « réputés » et – quoi d'autre – « *le retrait de toutes les alliances avec la Russie* ».

Et puis tout cela tombe au niveau de la farce ridicule, puisque l'UE commence à demander aux autorités kazakhes de « *respecter le droit aux manifestations pacifiques* ». Comme dans permettre l'anarchie totale, le vol, le pillage, des centaines de véhicules détruits, des attaques au fusil d'assaut, des distributeurs automatiques de billets et même le Duty Free de l'aéroport d'Almaty complètement pillés.

Cette [analyse](#) (en russe) couvre certains points clés, mentionnant que « *l'internet est rempli d'affiches de propagande et de mémos pré-établis à l'intention des rebelles* » et le fait que « *les autorités ne font pas le ménage, comme Lukashenko l'a fait en Biélorussie* ».

Jusqu'à présent, les slogans semblent provenir de nombreuses sources – ils vantent tout, de la « voie occidentale » vers le Kazakhstan à la polygamie et à la charia : « *Il n'y a pas encore d'objectif unique, il n'a pas été identifié. Le résultat viendra plus tard. C'est généralement le même. L'élimination de la souveraineté, la gestion extérieure et, finalement, en règle générale, la formation d'un parti politique anti-russe* ».

Poutine, Loukachenko et Tokaïev ont passé un long moment au téléphone, à l'initiative de Loukachenko. Les dirigeants de tous les membres de l'OTSC sont en contact étroit. Un plan d'ensemble – comme dans une « opération antiterroriste » massive – a déjà été élaboré. Le général Gerasimov la supervisera personnellement.

Maintenant, comparez cela à ce que j'ai appris de deux sources d'information différentes et de haut rang.

La première source était explicite : toute l'aventure kazakhe est parrainée par le MI6 pour créer un nouveau Maïdan juste avant les pourparlers Russie/États-Unis-OTAN à Genève et Bruxelles la semaine prochaine, afin d'empêcher toute forme d'accord. De manière significative, les « rebelles » ont maintenu leur coordination nationale même après la déconnexion d'Internet.

La deuxième source est plus nuancée : les suspects habituels tentent de forcer la Russie à reculer face à l'Occident collectif en créant une distraction majeure sur leur front oriental, dans le cadre d'une stratégie de chaos généralisé le long des frontières russes. Il s'agit peut-être d'une tactique de diversion intelligente, mais les services de renseignements militaires russes observent la situation. De près. Et pour le bien des suspects habituels, il vaudrait mieux que cela ne soit pas interprété - de manière sinistre - comme une provocation à la guerre.

Pepe Escobar

Article original en anglais : [Steppe on Fire: Kazakhstan's Color Revolution](#), Strategic Culture, le 6 janvier 2022.

Traduction [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Strategic Culture](#)  
Copyright © [Pepe Escobar](#), [Strategic Culture](#), 2022

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)